



TERMES DE REFERENCE POUR LA CONSTITUTION D'UN ROSTER DE PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE DE LA NOTE STRATEGIQUE 2024-2027 DE ONU FEMMES HAITI

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

REF: AMI/HTI/2024/001

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Note Stratégique (SN) 2024-2027, ONU Femmes compte recruter des partenaires de mise œuvre (IP) et des Entités Responsables (RP) pour accompagner la mise en œuvre ses projets et programmes dans les différents départements d'Haiti et au niveau national.

Les organisations non gouvernementales et organisations de la société civile soumissionnaires seront sélectionnées pour constituer un roster (base de données) du bureau ONUFEMMES en Haiti, et seront sollicitées en fonction de leurs expériences dans les domaines d'expertise, de l'égalité genre et l'autonomisation des femmes tels que formulés dans la Note Stratégique ainsi que de leurs capacités organisationnelles et logistiques à mettre en œuvre des projets et programmes d'envergure nationale, départementale ou locale.

La sélection des organisations au stade de manifestation d'intérêt ne donne pas lieu nécessairement à un contrat ou une obligation financière de la part de ONU Femmes.

Le présent appel à manifestation est composé de deux lots : Lot1 : collaboration programmatique
lot 2 : Collaboration logistique et opérationnelle

ONUFEMME Haiti invite toutes les organisations, structures et cabinets, firmes nationales et ou internationales agréés y compris les organisations de défense des droits des femmes en particulier, intéressés à la collaboration dans le domaines thématiques et opérationnels à manifester leur intérêt à travers l'email suivant : information@unwomen.org

Objectif général de l'appel: Accélérer les efforts de partenariat stratégique et de collaboration, assurer la transparence et l'inclusion en vue d'atteindre les trois (3) grands résultats de la note stratégique de 2024-2027.

Objectifs spécifiques de l'Appel :



L'appel vise à identifier des organisations non gouvernementales nationale ou internationales et de la société civile, firmes, cabinets et autres structures agréés qui pourraient contribuer à l'implémentation de la note stratégique 2024-2027 de ONU Femmes et des projets et programmes connexes pour la période 2024-2027 en vue d'intervention efficace et efficiente afin d'impacter significativement la vie des femmes et des filles en Haïti.

A travers cet appel à manifestation d'intérêt, ONU Femmes envisage de mettre en place deux types de bases de données de structures et organisations pour l'appui à la mise en œuvre des projets mais aussi pour piloter des composantes entières et coordonner les organisations locales et communautaires collaborant avec ONUFEMMES.

(a) Une base de données composée des domaines de résultats. Il sera constitué par les organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile orientées sur les droits humains et les droits des femmes/filles en particulier, d'institutions académiques et centres de recherche ayant une capacité de couverture nationale et intervenant dans les domaines thématiques correspondant aux 3 résultats de la SN;

(b) Une base de données des prestataires de services dans les différents domaines d'appui technique, visibilité et logistique de l'organisation pour conduire sa note stratégique à bon port.

Seules les structures/organisations/entités sélectionnées à l'étape de manifestation d'intérêt seront invitées à soumettre leurs offres financières et techniques en réponse d'un appel à projets qui sera lancé à cette fin selon les procédures et formats de ONUFEMMES en la matière.

Durée : 4 ans
Echéance : 15 Février 2024
Organizational Unit : Bureau ONU FEMME-Haïti

INTRODUCTION DE LA NOTE STRATEGIQUE

ONU Femmes en tant qu'entité des Nations Unies chargée de l'égalité des sexes et autonomisation de la femme fonde sa VISION et MISSION sur l'égalité inscrite dans la Charte des Nations Unies. Elle œuvre pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles ; l'autonomisation des femmes ; et la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de l'homme, de l'action humanitaire et de la paix ainsi que de la sécurité.

Le programme pays d'ONU Femmes Haïti vient de formuler un plan stratégique de 4 ans de 2024 à 2027 axé sur 3 Résultats stratégiques et dont les priorités globales s'alignent au cadre



stratégique de coopération et développement entre les Nations Unies et l'État Haïtien. Les memes résultats cherchent à contribuer aux objectifs de développement durable en général à l'horizon de 2030 et à l'ODD 5 en particulier portant sur l'égalité des sexes.

Les Trois résultats poursuivis sont les suivants :

Résultat 1 : Des institutions légitimes et responsables garantissent l'état de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme.

Résultat 2 : La population, en particulier les groupes vulnérables et marginalisés, a un meilleur accès à des services sociaux de base équitables, inclusifs et de qualité, qui mettent l'accent sur le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes et l'inclusion des personnes handicapées à contribuer au renforcement du contrat social.

Résultat 3 : Un nouveau modèle économique inclusif, équitable, vecteur de nouveaux investissements, de croissance et de durabilité, favorable à la création rapide d'emplois décents en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes, capable de réduire substantiellement la pauvreté et les inégalités, est formulé, approuvé et mis en œuvre

Pour atteindre les résultats ci-dessus, ONU Femmes compte utiliser son triple mandat avec des approches innovantes et des partenariats stratégiques dans la conduite des projets, leur coordination, le suivi évaluation, collecte des données et gestion des connaissances, la communication et le plaidoyer.

CONTEXTE DU PAYS

Haïti est aux prises avec une situation humanitaire multiforme sans précédent caractérisée par l'instabilité politique, les défis économiques, les catastrophes naturelles récurrentes, les problèmes de santé et d'assainissement, les déplacements et les migrations, et l'insécurité alimentaire. Les conditions humanitaires dans le pays se sont gravement détériorées, les femmes, les enfants et les personnes handicapées étant particulièrement touchés. Selon le dernier rapport de l'équipe humanitaire pays (HCT), les besoins humanitaires en Haïti ont atteint un niveau sans précédent.

Pour illustrer cette détérioration rapide, en 2019, on estimait à 2,6 millions le nombre de personnes dans le besoin humanitaire. En 2020, ce chiffre était passé à 4,6 millions (augmentation de 80 %). Près de la moitié de la population, soit 5,2 millions de personnes, aura besoin d'une aide humanitaire en 2023, dont 57 % de femmes et de filles, 55 % d'enfants et 12 % de personnes handicapées. Les projections pour 2023 indiquent également que 1,9 million de personnes sont dans le besoin, 2,3 millions dans un besoin extrême, tandis que 1,0 million seront à un niveau catastrophique.



En avril 2022, on estimait à 127 977 le nombre de personnes déplacées internes dans la région de Port-au-Prince (dont 58 % de femmes). 28 415 ménages ont été identifiés, dont 38 % hébergés dans des sites spontanés et 62 % dans des communautés d'accueil, en raison de la violence des gangs, la plupart d'entre eux n'ayant aucun accès aux services de base, tels que l'eau traitée, une hygiène et un assainissement adéquats. Les retours forcés ont augmenté et constituent un défi émergent : Du 1er janvier 2021 au 26 février 2022, 25 765 personnes étaient déportées vers Haïti, tandis que 160 000 ont été rapatriées de la République dominicaine.

Gouvernance et faible participation des femmes à la vie publique

L'exclusion politique des femmes est un marqueur important de la société haïtienne et la participation des femmes à la gouvernance et à la vie publique est nettement faible. Haïti fait également partie des 7 pays ayant le plus faible taux de participation des femmes au parlement dans le monde. Malgré la ratification de plusieurs conventions internationales relatives à la protection et à la promotion des droits des femmes, telles que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de protection des droits des femmes,

Bien que certaines étapes importantes aient été franchies par le gouvernement haïtien au cours de la dernière décennie, telles que l'élaboration de la Politique nationale d'égalité des sexes 2014-2034, du Plan d'action pour l'égalité des sexes 2014-2020, du Plan d'action national de lutte contre la violence à l'égard des femmes 2017-2027, les efforts pour les mettre en œuvre sont restés largement non coordonnés, non financés et dispersés. Le rôle du Ministère de la condition et des droits de la femme en tant qu'entité normative chargée d'intégrer l'égalité des sexes et de coordonner la mise en œuvre de la stratégie nationale genre.

Les femmes haïtiennes sont sous-représentées dans tous les domaines de la prise de décision, et leur participation est limitée à la fois aux élections en tant que candidates, observatrices et électrices, mais aussi dans le contexte de la mobilisation sociale et civique. Ils représentent moins de 30 % des ministres, seulement 2,7 % à l'Assemblée nationale au cours de la 50e législature, qui s'étend de 2016 à 2019, et 11,7 % de la Police nationale haïtienne. Aujourd'hui, il y a 0 % de femmes au Conseil supérieur de la magistrature et elles représentent 10 à 12% dans le système judiciaire. Certains des facteurs expliquant cette faible présence sont les stéréotypes sexistes négatifs omniprésents sur la capacité de leadership des femmes ; la violence politique et électorale fondée sur le genre à l'égard des femmes ; l'absence de cadres réglementaires, de mesures contraignantes et d'un mécanisme de redevabilité connexe pour faire respecter le quota de 30 %.

De plus, étant donné que les femmes sont à la tête de près de la moitié des ménages en Haïti, le compromis entre l'engagement politique et le bien-être du ménage les empêche largement de s'engager dans la vie publique. Les menaces à la sécurité et le fardeau non supporté des soins



ménagers font que le coût d'opportunité pour les femmes d'entrer en politique et de se présenter aux élections est disproportionnellement élevé.

Faible autonomie économique des femmes

En ce qui concerne le taux d'activité, les femmes et les filles de plus de 15 ans ont un taux d'activité de 60,7 %, contre 68,9 % pour les hommes et les garçons. L'agriculture et l'agro-industrie continuent d'offrir le potentiel le plus immédiat pour lutter contre le chômage élevé, en particulier chez les jeunes et les femmes. L'économie rurale représente moins de 20 % du PIB, mais plus de la moitié de la population active vit dans les zones rurales et c'est le secteur qui emploie le plus de personnes dans le pays, avec 40 % des ménages.

Les femmes sont majoritaires dans le secteur informel et dans les emplois mal/non rémunérés, et les crises récentes ont accru leur vulnérabilité économique. Bien que des données plus récentes sur l'emploi ne soient pas disponibles, en 2015, près de 57% de la population haïtienne était économiquement active, dont 48% de femmes, en particulier dans les zones rurales où le taux d'activité est de 63% selon l'OIT. L'emploi est dominé par le travail indépendant (77,4 %). La contribution des femmes à l'économie nationale que ce soit en tant que prestataires de soins, commerçantes informelles et femmes d'affaires est très importante, mais elle est souvent sous-estimée. Le pays ne dispose pas de données concrètes pour quantifier la valeur de l'économie des soins, principalement assumée par les femmes. ONU Femmes a observé que les femmes ont un accès limité au financement et qu'elles n'ont que peu d'incitations ou de capacités à faire passer leurs entreprises du secteur informel au secteur formel.

Violence faites aux femmes et aux filles (VFFF)

La violence à l'égard des femmes et des filles continue de représenter l'une des manifestations les plus graves de la discrimination dans le pays et une tendance alarmante à la violence sexuelle perpétrée par des gangs armés en tant qu'« arme de guerre » est apparue ces dernières années. Le pays souffre de graves lacunes en matière de données sur la violence à l'égard des femmes et des filles, ce qui constitue une préoccupation majeure pour l'élaboration des politiques et la responsabilisation.

Le nombre d'homicides signalés en 2022 a augmenté de 35,2 % par rapport à 2021, avec 2 183 victimes signalées au cours de l'année y compris 163 femmes et 22 filles comparées à 1615 dont 93 femmes et 19 filles en 2021. Les kidnappings ont augmenté de 104.7% de 2021 à 2022 selon les données de la police,

Les gangs armés ont eu recours au viol, y compris le viol collectif, et à d'autres formes de violence sexuelle pour instiller la peur, punir et infliger des souffrances aux populations



locales dans le but ultime d'étendre leurs zones d'influence, en particulier dans la capitale Port-au-Prince.

Les violences sexuelles sont restées très peu dénoncées en raison des risques de représailles contre les victimes et les témoins de la part des membres de gangs, de la stigmatisation des victimes, de la disponibilité limitée des services, de la faiblesse et du manque de confiance dans le système judiciaire. Ainsi, l'impunité reste la norme pour la grande majorité des cas de violences sexuelles perpétrées par des gangs. Même avant les crises les plus récentes, seulement 11 % des victimes de violence à l'égard des femmes et des filles dénonçaient ou demandaient de l'aide à la police et seulement 1,3 % demandaient de l'aide à un médecin.

ETENDU DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET ET DOMAINES CIBLES

ONUFEMMES HAITI sollicite des propositions d'organisations nationales ou internationales, de structures publiques ou privés, des institutions universitaires, des cabinets juridiques, des centres de recherches, firmes spécialisées dans les domaines similaires aux missions de ONUFEMMES pour l'accompagner dans la conduite de sa note stratégique. Il s'agit notamment des services de :

- Mise en œuvre d'un ou des volets programmatiques de la SN sur le terrain
- formation et animation de conférences
- renforcement des capacités et accompagnement des organisations de base
- Suivi évaluation programmatique et collecte des données y relatives
- Etudes et Recherches
- Production et impression des outils de communication, des produits de connaissances et gestion de ces derniers (
- Appui aux chaînes des valeurs agro-pastorales
- Impression du matériel de communication

accompagnement tels que le Plaidoyer, Contrôle qualité et gestion des rapports, les services d'audiovisuel, interprétation, transfert monétaires aux bénéficiaires, transport terrestre et aérien, restauration et fournitures associées, accueil des conférences et logement des participants, etc.....)

Les interventions concernent toutes les régions géographiques du pays avec des focus sur les départements du grand sud, le grand Nord, le plateau Central, l'Artibonite et la zone métropolitaine. Et chaque organisation, entité ou structure postulante choisit le domaine d'intérêt.

CONDITIONS ET COMPETENCES EXIGÉES

Les organisations/entités et structures intéressées pour répondre à l'appel devront remplir les conditions et compétences suivantes:



- I. **Pour le volet programmatique IP et RP(Lot 1):**
- Organisation non gouvernementale, nationale ou internationale, une organisation de la société civile ou une institution universitaire enregistrée en vertu des lois nationales applicables pendant une période d'au moins 5 ans avant la date de la manifestation.
 - Au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la mise en œuvre d'initiatives sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les droits de l'homme, la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles, y compris les violences sexuelles et celles basées sur le genre ; la gestion et réduction des risques et désastres naturels liés aux changements climatiques ;
 - Au moins 3 à 5 ans d'expérience de travail dans l'inclusion sociale y compris avec les individus/groupes/ communauté vulnérables et marginalisés, les femmes et les filles rurales, les femmes et les filles vivant avec handicap, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les personnes avec une orientation sexuelle ou des croyances dans leur diversité;
 - Avoir au moins 3-5 ans de l'expérience dans la mise en œuvre de projets et de programmes dans au moins un des domaines suivants : **(i) la gouvernance et participation politique (ii) Femmes, paix et sécurité(WPS) et humanitaire, (iii)la prévention et protection des femmes contre la violence la femme, (iv) l'autonomisation et renforcement économique des femmes**
 - Au moins 5 ans d'expérience de travail dans la région Amérique & Caraïbe notamment Haïti.
 - Ne pas avoir d'antécédents de fraude, de plaintes ou de difficultés de prestations non concluantes ;
 - Ne pas être sur la liste des sanctions ou associées directement ou indirectement aux gangs?
 - Disposer des Capacités à produire les résultats escomptés à savoir : capacité technique (profil du personnel, capacité de gouvernance et de gestion (manuel de procédure, rapport d'activités et d'audit certifiés, et capacité de gestion financière et administrative
 - Disposer d'une stratégie de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels (et ne fait pas l'objet actuellement d'une enquête pour exploitation et les abus sexuels par ONU Femmes, une autre entité des Nations Unies ou autre ?
 - Être une structure dirigée par des femme au sein du personnel ou du conseil d'administration/ de l'organisme est un atout

MODALITES DE SOUMISSION

Les organisations et structures intéressées à manifester leur intérêt devraient soumettre l'Expression par une note de présentation avec des documents d'appui avant le 15 février 2024 à 5 h00, heure d'Haïti. Les soumissions sont à envoyer par les voies suivantes :



- Email à la Représentante de ONUFEMMES Haiti à l'adresse info.haiti@unwomen.org
- Les applicant sont autorisés à soumettre leurs expressions d'intérêt sous support audio-visuels (Vidéos)
- Les applications doivent être soumis en français

PROCESSUS DE SELECTION

1. L'évaluation des dossiers de candidatures :

- Analyse des dossiers administratifs** : dès la clôture de la réception des dossiers, un premier comité de sélection (composé de chargés de programme et chargé de suivi-évaluation, DP) sera mis en place et procédera à l'analyse et l'évaluation des différents dossiers des organisations soumissionnaires. Le comité qui sera mise en place va procéder à une première vérification de la complétude dossier et le caractère légal, les procédures administratives, etc. A ce niveau aussi seules les organisations ayant rempli les conditions administratives et expériences requises seront admis à la seconde étape de l'évaluation pour l'analyse technique.
- Analyse technique des dossiers** : Seules les organisations, structures et entités ayant fourni les dossiers administratifs et expériences minimums fixées seront admises à cette étape de l'analyse technique
- L'évaluation des capacités logistique et opérationnelle des organisations** :

Après l'évaluation des dossiers technique et administratifs, ONU FEMMES effectuera une visite des locaux uniquement des organisations ayant obtenu la moyenne requise sur les évaluations technique en vue de l'évaluation de leurs capacités organisationnelles et logistiques.

Composition des dossiers de candidature

Les dossiers seront constitués de documents administratifs, techniques et financiers.

Une même organisation peut manifester son intérêt pour un ou deux résultats de la note stratégique suivant ses expériences et ses capacités. Cependant chaque résultat devrait avoir une candidature indépendante incluant tous les éléments du dossier technique, administratif et financier requis.

Les organisations et structures intéressées doivent soumettre un dossier administratif et technique pour une collaboration programmatique durant la période de quatre (04) ans en lien avec la durée de la SN (2024-2027) avec des financements et contrats annuels.

Une note synthétique explicative dans un maximum de 15 pages qui doit ressortir clairement les sections suivantes :



1. La compréhension du contexte, les défis et les enjeux de la thématique choisie
2. La description de son expérience dans la thématique, des résultats et produits obtenus ainsi que les changements réalisés au niveau individuel et collectif en lien avec les 3 résultats de la Stratégie
3. Les budgets annuels gérés par l'entité qui manifeste l'intérêt
4. Les approches et méthodologies que vous avez utilisées pour réussir votre mandat

Les composantes de la note stratégique à mentionner sont les suivantes :

- ✓ Composante 1 (résultat 1) : Gouvernance et Participation politique de la Femme,
- ✓ Composante 2 (Résultat 2) : Femmes, Paix et Sécurité et action humanitaire
- ✓ Composante 3 (Résultat 3) : Lutte contre la Violence faite aux filles et aux femmes
- ✓ Composante 4 (Résultat 4) : Autonomisation économique de la femme et changement climatique

Les enveloppes doivent clairement mentionner la composante pour laquelle l'organisation porte son projet, le ou les départements auxquels elle postule, ou alors mentionner que c'est le niveau national.

Dossiers administratifs et financiers

L'organisation postulante doit joindre des documents relatifs à/au(x) :

- Document d'existence juridique (récépissé/arrêté) ; Gouvernance et gestion : il s'agit de la vision, la structure de l'Organisation
- /organigramme, le conseil d'Administration ou conseil de gestion, la gestion administrative et financière ;
- La liste des ressources humaines intervenant dans le domaine d'intervention qui fait objet de la soumission (CV et expérience domaine) ; leurs liens avec la structure (types de contrats& durée)
- Projets et Programmes : l'organisation mentionnera les projets et programmes en cours ou mis en œuvre avec les partenaires et les montants dont les partenariats stratégiques au niveau national et international y compris les bailleurs de fonds (sous forme de Tableau) ;
- L'attestation de dépôt aux services compétents des deux derniers rapports annuels de mise en œuvre des activités
- Sa stratégie de gestion de lutte contre la fraude, de lutte contre l'exploitation et abus sexuel, stratégie genre si ça existe



- Les 3 derniers rapports d'audit, si ça existe
- Ou tout autre document de nature à démontrer l'expérience et les compétences de la structure

Les rapports techniques et financiers

L'organisation postulante doit joindre des rapports à savoir :

- Deux derniers rapports annuels d'activités ;
- Rapports financiers certifiés des deux dernières années.
- Les deux derniers rapports d'audit ;
- La production des documents de politique et de stratégie ;
- Les attestations de satisfaction

II. Volet logistique et Services d'Accompagnement (Lot 2)

Délais de soumission

Les dossiers de candidature seront présentés conformément aux prescriptions des TDRs et seront adressés sous plis fermé en copie électronique a l'email : info.haiti@unwomen.org a la date limite ci-dessous.

Le Bureau se réserve le droit de rejeter tout dossier incomplet ou parvenu après la date et l'heure de clôture.

Merci d'envoyer vos offres avec la mention suivante :

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET « SN ONUFEMMES- HAITI » (A n'ouvrir qu'en comité d'ouverture des plis)

Les manifestations d'intérêts dans les domaines d'appui logistique et accompagnement doivent indiquer les services à offrir en précisant le nombre d'années d'expérience avec des références vérifiables des services rendus.

Dossiers administratifs et financiers

L'organisation postulante doit joindre des documents relatifs à/au(x) :



- Document d'existence juridique (récépissé/arrêté) ;
- Gouvernance et gestion : il s'agit de la vision, la structure de l'Organisation/organigramme, le conseil d'Administration ou conseil de gestion, la gestion administrative et financière ;
- La liste des ressources humaines intervenant dans le domaine d'intervention qui fait objet de la soumission (CV et expérience domaine) ; leurs liens avec la structure (types de contrats & durée)
- Les contrats en cours et les valeurs monétaires engagées (sous forme de Tableau) ;
- L'attestation de non redevabilité
- Une grille de prix standards de référence dans son domaine de prestation (unité de référence est choisie par la structure postulante en fonction du secteur)
- La stratégie de gestion de lutte contre la fraude, de lutte contre l'exploitation et abus sexuel, stratégie genre si ça existe
- Les 3 derniers rapports d'audit, si ça existe
- Ou tout autre document de nature à démontrer l'expérience et les compétences de la structure
- Les déclarations fiscales certifiés des deux dernières années.
- Les attestations de satisfaction
- Les Attestations bancaires
- Attestation de collaboration avec une Agence des Nations Unies s'il y en a

Les enveloppes doivent clairement mentionner la composante pour laquelle l'organisation porte son projet, le ou les départements auxquels elle postule, ou alors mentionner que c'est le niveau national

CALENDRIER

Nous nous attendons à ce que l'échéancier du processus, de la sélection des partenaires, de l'appel à propositions à l'approbation du partenariat, soit le suivant :

- Dernière date de soumission de la manifestation d'intérêt: **15 Février 2024**
- Réunion avec les organisations présélectionnées sur la préparation d'appels à propositions : **23 février 2024**
- Soumission des appels à propositions et offres de services : **20 Mars 2024**
- Sélection du premier lot de partenaires: **2 Avril 2024**

CONTACT & INFORMATIONS SUR ONUFEMMES

Les notes conceptuelles et propositions de services seront sélectionnés conformément à la procédure définie dans les Règles et règlements des Nations Unies. Tous les candidats retenus



seront invités à une réunion sur l'élaboration des propositions, le processus de gestion des subventions, des commandes et sera l'occasion de répondre à toutes les questions possibles de l'audience.

ONU Femmes examinera le résultat de cet AMI et les candidatures quant à leur capacité à répondre aux exigences d'un futur appel à propositions d'ONU Femmes pour recruter ses partenaires de mise en œuvre. L'appel ne sera diffusé qu'aux candidats qui auront pleinement satisfait aux exigences de l'AMI.

A ONU Femmes s'engage à créer un environnement de diversité, d'inclusion et de respect mutuel. ONU Femmes recrute, emploie, forme, rémunère et promeut sans tenir compte de la race, de la religion, de la couleur, du sexe, de l'identité sexuelle, de l'orientation sexuelle, de l'âge, des capacités, de l'origine nationale ou de toute autre base couverte par la loi appropriée. Tout emploi est décidé sur la base des qualifications, des compétences, de l'intégrité et des besoins de l'organisation.

ONU Femmes applique une politique de tolérance zéro à l'égard des comportements incompatibles avec les buts et objectifs des Nations Unies et d'ONU Femmes, notamment l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement sexuel, l'abus d'autorité et la discrimination. Tous les candidats sélectionnés devront adhérer aux politiques et procédures d'ONU Femmes et aux normes de conduite attendues du personnel d'ONU Femmes et seront donc soumis à une vérification rigoureuse des références et des antécédents. (La vérification des antécédents comprendra la vérification des qualifications académiques et des antécédents professionnels. Les candidats sélectionnés peuvent être tenus de fournir des informations supplémentaires pour compléter la vérification des antécédents).

Pour plus de questions concernant la manifestation d'intérêt, merci de prendre contact avec par email : info.haiti@unwomen.org

NB : Cet AMI n'implique aucun engagement de la part d'ONU Femmes, qu'il soit financier ou autre. ONU Femmes se réserve le droit d'en accepter ou d'en rejeter tout ou partie sans encourir aucune obligation d'informer le(s) candidat(s) concerné(s) des motifs. Les dossiers envoyés ne seront pas remis aux soumissionnaires pour une quelconque raison.

Si vous avez besoin des conditions spéciales à considérer comme un handicap de mobilité ou de langage qui nécessitera un aménagement raisonnable pour la participation aux réunions ou autres, merci de d'inclure cette information dans votre candidature.

DocuSigned by:
Marie Goretti Nduwayo
47526F75D1B048F

Marie Goretti Nduwayo

Représentante

ONUFEMMES Haiti